

Prévisions conjoncturelles

Situation générale

Le groupe d'experts s'en tient à son évaluation précédente, selon laquelle l'économie suisse ne connaîtra qu'un développement modéré dans un avenir proche, et ne modifie que légèrement ses prévisions de croissance économique.¹⁷ La révision la plus importante des prévisions concerne le renchérissement : en raison de la chute récente et significative des prix du pétrole, le groupe

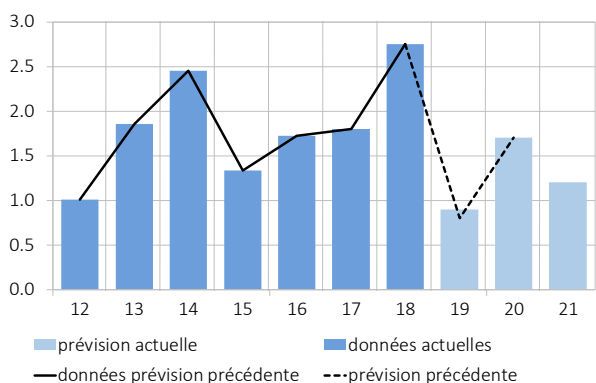
d'experts s'attend maintenant à un renchérissement de l'ordre de 0,1 % en 2020, contre 0,4 % lors de la précédente prévision. Pour 2021, dans le contexte d'une reprise progressive de l'économie mondiale, on peut s'attendre à une reprise de l'activité économique et à une nouvelle hausse plus vigoureuse des prix.

Prévisions pour la Suisse

Après une croissance du PIB de l'ordre de 0,9 % pour 2019, le groupe d'experts prévoit un taux de l'ordre de 1,7 % pour 2020 et de 1,2 % pour 2021 (graphique 33, tableau 6). Toutefois, tant l'accélération de la croissance du PIB en 2020 que le ralentissement en 2021 proviennent de l'effet des grands événements sportifs, qui sont peu pertinents du point de vue conjoncturel.¹⁸ En revanche, la dynamique économique, en 2020, devrait être fondamentalement similaire à celle de l'année en cours, puis connaître une accélération modérée en 2021.

graphique 33 : Prévisions du PIB

valeurs réelles, variation sur un an en %



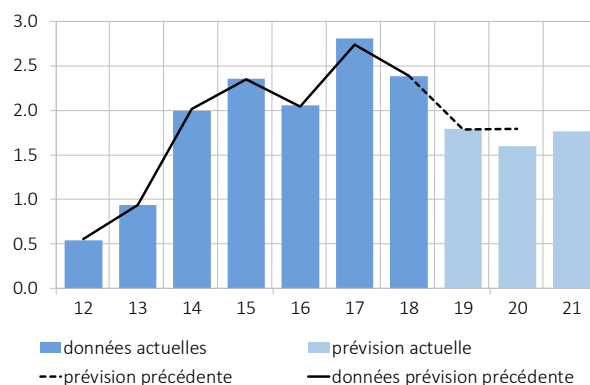
sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

Dans l'ensemble, le groupe d'experts s'en tient à son évaluation précédente, selon laquelle les perspectives économiques restent modestes. L'économie internationale

a récemment connu un développement plus faible que prévu. Le trimestre en cours devrait également rester morose à l'étranger. Bien que la chute des indicateurs avancés ne se soit pas poursuivie à l'échelle internationale, ceux-ci affichent des niveaux qui, dans certains cas, sont bien inférieurs à la moyenne.

graphique 34 : Demande mondiale

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondérés par les exportations, valeurs réelles, désaisonnalisées, variation sur un an en %



source : Groupe d'experts de la Confédération

Le groupe d'experts prévoit donc moins d'impulsions de l'étranger pour la Suisse que ne le supposaient ses dernières prévisions, en particulier en provenance de l'Allemagne, un important partenaire commercial. En termes pondérés par les exportations, cela se traduit par une

¹⁷ Cf. www.seco.admin.ch/prévisions-conjoncturelles.

¹⁸ Informations plus détaillées sur les effets des manifestations sportives : [Tendances conjoncturelles Printemps 2018](#) et [Automne 2017](#).

croissance légèrement plus faible de la demande mondiale en 2020, laquelle se rétablit en 2021 pour se rapprocher de la moyenne à long terme, c'est-à-dire un peu moins de 2 % (graphique 34).¹⁹

L'économie suisse ne peut échapper au ralentissement économique mondial. De l'ordre de 0,4 % au 3^e trimestre 2019, la croissance a été un peu plus forte que prévu par le groupe d'experts. Toutefois, l'évolution fermement positive du secteur pharmaceutique a compensé l'évolution négative qu'a connue l'industrie des machines et des métaux (MEM), qui est particulièrement tributaire de la conjoncture et des taux de change. Compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale et de l'appréciation du franc suisse à partir de 2018, les exportations de ce secteur sont en repli depuis plus d'une année (cf. page 6).

L'affaiblissement de la conjoncture internationale continuera de peser sur les exportations de biens au cours des prochains trimestres, même si l'évolution hétérogène des derniers trimestres devrait se poursuivre. En particulier, les exportations de l'industrie MEM

La croissance des exportations de biens ralentit

continueront d'être affectées par la faiblesse de la demande extérieure, du fait de leur sensibilité aux tendances économiques et aux taux de change. Les enquêtes du KOF montrent que les entreprises de l'industrie des machines et des métaux escomptent une évolution faible et durable, tant en ce qui concerne la production (graphique 35) que les entrées de commandes et les exportations. Par contre, la situation est nettement différente pour les entreprises de l'industrie pharmaceutique, qui continuent à envisager l'avenir avec confiance et devraient donc continuer à soutenir la tendance à l'exportation. Dans l'ensemble, le groupe d'experts continue de s'attendre à un développement nettement plus faible des exportations de biens en 2020 en comparaison des quatre années précédentes. Les exportations de services, en revanche, devraient augmenter plus fortement en 2020, à la différence des développements timides observés ces deux dernières années, ce scénario répondant notamment à la probabilité d'une augmentation sensible des revenus de licences et de brevets ainsi qu'à l'organisation de divers événements sportifs d'importance majeure. Dans l'ensemble, on peut supposer que les exportations de biens et de services augmenteront, en 2020, à un rythme similaire à celui de l'année en cours.

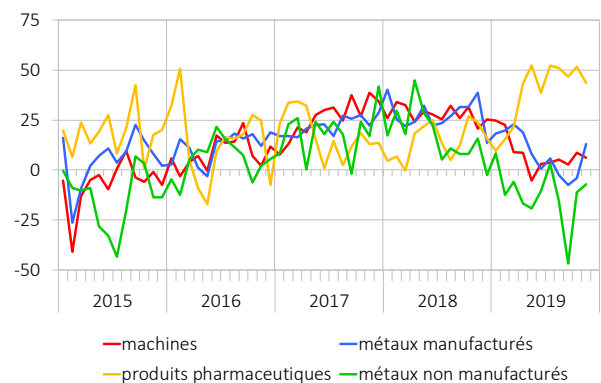
Vu le ralentissement de la croissance des exportations de biens, l'utilisation des capacités de production industrielle, qui a fortement chuté durant l'été, devrait rester

faible pour le moment. L'évolution modeste des entrées de commandes, en particulier dans l'industrie MEM, n'indique du moins aucune amélioration. En outre, vu le ralentissement du développement économique, l'utilisation des capacités de production dans l'ensemble de l'économie a également diminué.²⁰ Ainsi, l'écart de production s'est infléchi au 4^e trimestre 2018 et se trouve depuis lors en terrain négatif (graphique 36). Il est probable que les entreprises resteront réticentes en matière d'investissements en biens d'équipement, même si les conditions de financement demeurent favorables. En ce qui concerne cette catégorie d'investissements, le groupe d'experts ne s'attend donc qu'à une croissance inférieure à la moyenne à l'horizon 2020. Les investissements dans la construction ne devraient également connaître qu'un faible développement. Les conditions de financement extrêmement favorables continuent d'apporter un soutien, ce qui a eu jusqu'à présent un impact positif sur l'évolution des chiffres d'affaires et des entrées de commandes dans le secteur de la construction. À moyen terme, celui-ci devrait toutefois souffrir de la hausse des taux de logements vacants et de la faiblesse récente de la croissance démographique. Cela se reflète dans le nombre des permis de construire, qui est en baisse depuis un certain temps déjà, en particulier dans la construction résidentielle.

Le faible taux d'utilisation des capacités freine l'investissement

graphique 35 : Production prévue dans l'industrie

variation attendue au cours des trois prochains mois, solde, valeurs désaisonnalisées



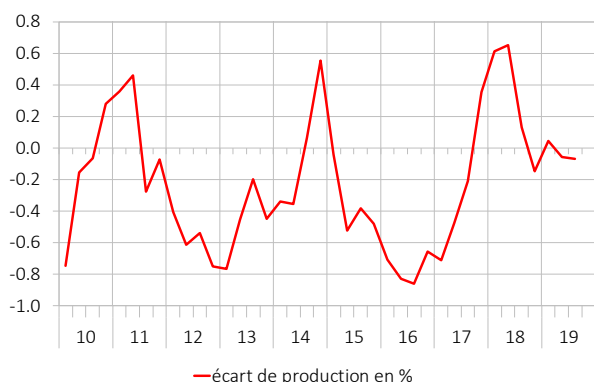
source : KOF

¹⁹ Pour de plus amples informations sur la situation et les perspectives dans les différents pays, se référer au chap. « Environnement international et monétaire », p. 24 ss.

²⁰ Pour plus d'informations, voir : www.seco.admin.ch/croissance-potentielle.

graphique 36 : Écart de production

écart en % du PIB par rapport au potentiel, valeurs réelles, désaisonnalisées et corrigées des effets des grands événements sportifs



source : SECO

En revanche, le groupe d'experts s'attend pour 2020 à une légère accélération de la croissance de la consommation. Compte tenu des contraintes budgétaires qui demeurent, en particulier au niveau cantonal, la consommation publique devrait croître à un rythme inférieur à la moyenne. D'autre part, le groupe d'experts s'attend à une dynamisation de la consommation privée soutenue par une situation favorable sur le marché du travail. Grâce à la poursuite d'un développement solide dans le secteur des services, et bien que le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur industriel ait augmenté depuis l'été, le chômage a connu ces derniers mois une évolution légèrement plus favorable que ne le laissent espérer les prévisions précédentes. Le taux de chômage annuel moyen pour 2019 est donc de l'ordre de 2,3 %. Malgré la probabilité d'une légère hausse du chômage en 2020, la situation générale sur le marché du travail reste très bonne. En conséquence, une solide croissance globale de l'emploi est toujours escomptée.

Par ailleurs, la faiblesse du renchérissement soutient le pouvoir d'achat des ménages. Ralenti par la chute brutale des prix du pétrole en automne, le renchérissement qui se poursuivait depuis l'année précédente est retombé en terrain négatif pour la première fois depuis 2016. Étant donné la baisse de l'utilisation des capacités de production et le ralentissement de l'activité économique, le renchérissement devrait rester faible dans un proche avenir. Dans

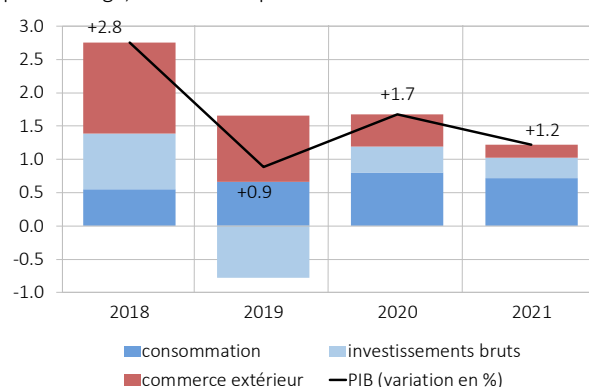
L'inflation tombera à 0,1 % en 2020

l'ensemble, il devrait avoisiner 0,1 % en 2020 (prévision de septembre : 0,4 %).

La croissance des importations devrait être également inférieure à la moyenne, quoique supérieure à celle de 2019. Si la demande d'intrants importés provenant des exportations de biens diminue légèrement sous l'effet de la conjoncture, la croissance un peu plus forte de la demande intérieure tend à accroître la demande d'importations. Globalement, la contribution du commerce extérieur reste positive en 2020, mais elle est nettement inférieure à celle de l'année précédente (graphique 37).

graphique 37 : Prévisions du PIB, contributions

valeurs réelles, contributions des composantes en points de pourcentage, 2019-2020 : prévisions



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

Le groupe d'experts prévoit ensuite une certaine relance économique en 2021. D'un point de vue conjoncturel, l'économie devrait croître un peu plus vite que son potentiel d'environ 1,5 %, l'écart de production négatif commençant ainsi à se combler. La reprise de la croissance économique mondiale devrait stimuler le commerce mondial, dont les exportations suisses profiteront également. Le besoin d'investissement devrait donc augmenter et l'activité d'investissement dans les biens d'équipement devrait continuer de se redresser. Par contre, les investissements dans la construction et la consommation privée devraient ralentir dans une certaine mesure, ne serait-ce que parce que les ralentissements conjoncturels se font sentir sur le marché du travail avec un certain décalage. Le taux de chômage devrait atteindre en 2021 une moyenne annuelle de 2,6 % et l'inflation devrait être de l'ordre de 0,4 %.

Risques

Les risques de recul conjoncturel continuent de l'emporter sur le potentiel de croissance, même si certains d'entre eux se sont quelque peu atténués à court terme. Ainsi, les États-Unis et la Chine négocient actuellement une solution au moins partielle à leur conflit commercial qui dure depuis plus d'un an ; en même temps, l'accord provisoire entre l'UE et le Royaume-Uni a atténué le risque d'un Brexit désordonné.

Cependant, tant dans le domaine de la politique commerciale internationale que dans les relations entre l'UE et le Royaume-Uni, une nouvelle escalade est tout sauf exclue.

L'économie suisse serait particulièrement touchée si les États-Unis imposaient des pénalités à d'autres marchandises en provenance de l'UE au cours de l'année à venir et si la croissance en Europe devait être sensiblement ralentie suite à un Brexit sauvage.

En ce qui concerne l'accord institutionnel, l'incertitude persiste également, sans changement depuis la dernière prévision. Une détérioration des relations de la Suisse avec l'UE pourrait nuire à l'attrait de la place économique suisse et freiner la propension à y investir. En Suisse, le risque d'une forte correction dans le secteur immobilier demeure, en raison des déséquilibres qui couvent.

tableau 5 : Conjoncture internationale et cadre monétaire, décembre 2019²¹
sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles

	2018	2019 *	2020 *	2021 *
Produit intérieur brut, divers pays				
États-Unis	2.9	2.3 (2.3)	1.8 (1.8)	1.8 -
Zone euro	1.9	1.2 (1.1)	1.1 (1.3)	1.3 -
Allemagne	1.5	0.6 (0.7)	0.8 (1.1)	1.2 -
Japon	0.8	0.9 (1.0)	0.4 (0.4)	0.6 -
Pays du Bric	5.9	5.1 (5.2)	5.3 (5.5)	5.3 -
Chine	6.6	6.1 (6.1)	5.8 (5.9)	5.7 -
Prix du pétrole (USD / baril de Brent)	71.0	63.9 (63.1)	63.4 (60.7)	64.7 -
Suisse				
Libor à trois mois (en %)	-0.7	-0.7 (-0.8)	-0.8 (-1.1)	-0.7 -
Obligations de la Confédération à 10 ans (rendement en %)	0.0	-0.5 (-0.6)	-0.6 (-0.8)	-0.4 -
Indice réel du cours du franc pondéré par les exportations	-2.4	0.3 (0.8)	0.1 (1.4)	0.0 -

sources : offices statistiques respectifs, FMI, U.S. EIA, Intercontinental Exchange, BNS
* 2019-2021 : hypothèses du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions, corrigées des influences saisonnières et des effets calendaires, entre parenthèses : hypothèses précédentes

tableau 6 : Conjoncture suisse, décembre 2019²²

sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles, contributions à la croissance en points de pourcentage

	2018	2019 *	2020 *	2021 *
Produit intérieur brut				
Consommation privée	1.0	1.0 (1.1)	1.3 (1.3)	1.2 -
Consommation de l'État	0.3	1.1 (1.1)	0.9 (0.8)	0.7 -
Investissements dans la construction	1.2	0.4 (0.6)	0.6 (0.6)	0.4 -
Investissements en biens d'équipement	1.1	0.6 (0.2)	1.6 (1.6)	2.5 -
Exportations de biens	5.9	3.9 (3.7)	2.5 (3.1)	3.1 -
Exportations de services	1.6	0.4 (0.2)	4.0 (3.5)	1.7 -
Importations de biens	6.2	1.2 (1.8)	2.5 (2.9)	3.4 -
Importations de services	-4.3	1.3 (-0.2)	3.3 (1.5)	2.0 -
Contributions à la croissance du PIB				
Demande intérieure finale	0.8	0.8 (0.8)	1.1 (1.1)	1.1 -
Commerce extérieur	1.4	1.0 (0.8)	0.5 (0.6)	0.2 -
Variation des stocks	0.6	-0.9 (-0.8)	0.1 (0.0)	-0.1 -
Marché du travail et prix				
Emplois en équivalents plein temps	1.8	1.1 (1.1)	0.8 (0.8)	0.8 -
Chômage (taux en %)	2.5	2.3 (2.3)	2.4 (2.5)	2.6 -
Indice des prix à la consommation	0.9	0.4 (0.5)	0.1 (0.4)	0.4 -

sources : OFS, SECO
* prévisions du Groupe d'experts de la Confédération, corrigées des influences saisonnières et des effets calendaires, entre parenthèses : prévisions précédentes

²¹ Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

²² Exportations, importations et contribution à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.